

Une théorie économique de la démocratie, d'Anthony Downs,
Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2013, 368 p.

Siméon Mitropolitski

Volume 33, numéro 1, 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1025597ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1025597ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Mitropolitski, S. (2014). Compte rendu de [*Une théorie économique de la démocratie*, d'Anthony Downs, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2013, 368 p.] *Politique et Sociétés*, 33(1), 117–119.
<https://doi.org/10.7202/1025597ar>

phases générationnelles. Toutefois, cela implique que l'accent se déplace des partis vers les générations politiques qui sont si bien introduites dans cet ouvrage.

Nous remarquons également les nombreuses « élections de déviation ». Celles-ci viennent répondre aux allées-retours du parti générationnel entre le pouvoir et l'opposition. La thèse de Lemieux n'explique malheureusement pas pourquoi la génération politique ne suit pas pleinement son parti générationnel. De plus, si plusieurs de ces élections de déviation ont été gagnées avec de courtes majorités par un autre parti, ou par une majorité en siège sans avoir une majorité en nombre de votes, cela n'est pas le cas des élections où le Parti québécois n'a pas pris le pouvoir. Finalement, les partis générationnels, dit Lemieux, ont une durée de vie de 30 à 40 ans (p. 21). Toutefois, le Parti québécois est de retour au pouvoir plus de 40 ans après sa fondation, et ce, après être passé troisième à la suite de l'élection de 2007. En approchant l'analyse selon l'angle des phases générationnelles, ces points prennent un nouveau sens et permettent de mieux comprendre les allers-retours au pouvoir et la survie des partis à leurs générations politiques.

Avec le Crédit social d'Alberta, le seul autre parti qui nous semble correspondre pleinement aux caractéristiques établies par Lemieux est l'Union nationale de Duplessis. Toutefois, notons que, de l'aveu même de l'auteur, « le Bloc populaire semble mobiliser davantage les jeunes électeurs que l'Union nationale » (p. 61). Il s'agit d'un constat qui est directement en opposition avec la deuxième caractéristique des partis générationnels. Il serait également intéressant de réfléchir à cette particularité à la lumière des phases générationnelles.

En somme, la thèse de l'auteur stimule notre réflexion et nous invite à pousser plus loin cette recherche. En nous appuyant sur l'idée des « préthéories » avancées par James N. Rosenau (*The Study of World Politics: Theoretical and Methodological Challenges*, vol. 1, New York, Routledge, 2006, p. 171-173), nous constatons que Vincent Lemieux a finement choisi et préparé les

matériaux. Toutefois, les ajustements nécessaires pour maintenir la thèse devant ces études de cas nous convient à poursuivre l'étude du phénomène générationnel en politique, qui est ici traduit en parti générationnel, du côté des phases générationnelles.

Frédéric Mayer

École nationale d'administration publique
frederic.mayer@enap.ca

Une théorie économique de la démocratie, d'Anthony Downs, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2013, 368 p.

Cité plus de vingt mille fois dans la littérature académique, l'ouvrage magistral d'Anthony Downs, *Une théorie économique de la démocratie*, publié pour la première fois en 1957, est traduit en français. Docteur en économie de l'Université de Stanford, Downs avance la thèse qu'en politique démocratique les partis sont analogues aux entrepreneurs dans une économie tournée vers le profit. Pour cela, les citoyens doivent se comporter, en politique, de manière rationnelle. La politique démocratique est peuplée d'acteurs rationnels qui visent à maximiser leur soutien politique (les partis) et le revenu en utilité issu de l'activité gouvernementale (les citoyens). Les acteurs politiques qui n'ont pas de tel agenda ne sont pas rationnels dans le sens économique, et la politique démocratique qui ne repose sur une telle rationalité est de courte durée.

Le modèle de Downs du comportement électoral a été créé en opposition aux explications qui dominaient la littérature après la Deuxième Guerre mondiale. Deux approches parmi ces explications méritent notre attention en particulier, le modèle centré sur des requis sociaux de Paul Lazarsfeld et celui de Donald Stokes, où l'accent est mis sur la dimension psychosociale des acteurs politiques. Ce qui regroupe ces deux approches est la prémisse que la situation détermine le comportement électoral. Pour comprendre ce comportement, il suffit de regarder leur statut socioéconomique, l'appartenance confessionnelle, le lieu de

résidence, ou bien leur proximité affective d'un des partis politiques. Contrairement à ces requis sociaux ou affectifs, Downs lance sa vision dynamique basée sur la théorie du choix rationnel. Les acteurs brisent leurs liens d'appartenance sociale ou affective une fois qu'ils ont trouvé la possibilité de maximiser leurs intérêts économiques et politiques sur la scène publique.

Le livre est divisé en quatre parties et seize chapitres. La première partie, qui comprend les chapitres un à quatre, montre la place centrale dans le modèle explicatif de la rationalité instrumentale des acteurs politiques. L'auteur établit un lien entre son concept de gouvernement démocratique et le rôle des partis politiques ainsi que les intérêts des électeurs. Il affirme dans cette partie qu'une relation circulaire d'interdépendance entre les gouvernements qui planifient leurs actions pour plaire aux électeurs et les électeurs qui décident de leur vote sur la base des actions du gouvernement est sous-jacente au bon fonctionnement du gouvernement dans une démocratie.

La deuxième partie, comprenant les chapitres cinq à dix, discute des questions liées aux effets généraux de l'incertitude et leur signification dans le modèle rationnel d'action politique. Downs montre comment l'incertitude affecte la prise des décisions politiques. Il s'arrête sur le rôle des idéologies politiques en tant que moyens d'éliminer partiellement les effets de l'incertitude pour les partis politiques et pour les électeurs. La rationalité pure ne peut jamais être mise en œuvre, mais malgré cela la démocratie peut fonctionner de manière efficiente, basée sur la stabilité des idéologies partisans.

La troisième partie – les chapitres onze à quatorze – s'intéresse aux problèmes soulevés par les effets spécifiques des coûts de l'information dans la prise des décisions politiques. Elle montre comment les citoyens rationnels réduisent les coûts de l'information, comment ils acquièrent de l'information pour influencer la politique gouvernementale et comment ils peuvent lier leur rationalité instrumentale avec le phénomène d'abstention. Downs part des

prémisses que les votes dépendent du rendement des avantages de la démocratie, de l'importance accordée à la victoire d'un parti, du caractère serré de l'élection et du nombre des électeurs en général qu'on s'attend à voir voter. Sur cette base, l'auteur conclut que lorsque les citoyens comptabilisent leurs coûts et leurs rendements, les uns votent et les autres s'abstiennent.

La quatrième et dernière partie, comprenant les chapitres quinze et seize, fait des commentaires sur les théories économiques traditionnelles du comportement politique et des propositions vérifiables dérivées du modèle de Downs. Entre autres, l'auteur critique les théories traditionnelles, inspirées des idées de Rousseau, pour l'absence de la question de l'intérêt personnel des gouvernements de maximiser le bien-être social. Cette approche traditionnelle mène les chercheurs à considérer les gouvernements comme des entités gérées par des altruistes et non par des êtres rationnels instrumentaux. Downs finit le livre en présentant vingt-cinq propositions dérivées des chapitres précédents basés sur les deux hypothèses majeures de l'ouvrage: que les partis politiques agissent pour maximiser les votes et que les citoyens se comportent en politique de manière rationnelle.

Cet ouvrage tombe dans le même écueil que nombre de politologues qui s'inspirent de l'économie. Il s'agit de la tendance à présenter le modèle d'explication comme une vraie description de la réalité sociale plutôt que comme des conclusions logiques découlant de suppositions spéculatives, par exemple que les acteurs politiques sont rationnels. Le modèle formel qu'utilise Downs paraît logique dans ses conclusions à condition que ses suppositions soient vraies, mais il ne se donne jamais la peine de les prouver. Une solution possible à ce problème pourrait être d'accepter l'incertitude du modèle en général en déclarant que ses conclusions seraient vraies seulement à condition que ses suppositions aussi soient vraies.

Une autre faiblesse de l'ouvrage, cette fois spécifique à Downs et non à la littérature d'inspiration économique tout entière,

est l'utilisation des États-Unis comme illustration paradigmatique de la véracité du modèle. La rationalité des acteurs politiques au sein d'un système politique est influencée par la structure du système indépendamment de la perception des coûts et des rendements. Un système multipartite à l'européenne au lieu du système bipartite américain, avec ses votes stratégiques et ses jeux à plusieurs niveaux, pourrait produire des conclusions différentes même en appliquant une approche économique identique.

La lecture de Downs permet de saisir les sources d'une importante école de pensée de la science politique et sociale américaine. Downs contribue aussi substantiellement à la science politique existante. Dans l'année passée seulement, *Une théorie économique de la démocratie* était cité, discuté, intégré ou critiqué dans le contexte des études sur la bureaucratisation des régimes démocratiques, de la politique publique économique, de la défense sous l'angle économique, du phénomène d'achat des votes, des mouvements et des réseaux sociaux, des relations de clientélisme, de l'égalité de sexes et de bien d'autres questions inspirées de l'actualité politique. Avec une telle multitude de champs spécifiques venus de toutes les sous-disciplines de la science politique contemporaine, de l'histoire des idées politiques jusqu'aux études des mouvements sociaux, cette lecture intéressera les politologues sans aucune restriction concernant leur école théorique ou approche méthodologique.

Siméon Mitropolitski
Université d'Ottawa
smitropo@uottawa.ca

De la convivialité. Dialogues sur la société conviviale à venir, d'Alain Caillé, Marc Humbert, Serge Latouche et Patrick Viveret, Paris, La Découverte, 2011, 191 p.

Cet ouvrage collectif est né d'une rencontre franco-japonaise à Tokyo le 11 juillet 2010, laquelle interpellait les conférenciers sur la possibilité d'une société conviviale

avancée. Avec quatre chapitres et deux annexes qui complètent la démonstration, Alain Caillé, Marc Humbert, Serge Latouche et Patrick Viveret introduisent une idéologie nouvelle: le convivialisme. Ce présent ouvrage préfigure ainsi *Pour un manifeste du convivialisme* d'Alain Caillé, publié au cours de la même année aux éditions Le Bord de l'eau. Toutefois, ce premier livre n'est nullement un brouillon du second, mais plutôt une bouture qui ambitionne de répondre à des questions précises. Sous la forme d'un dialogue entre le convivialisme à ses balbutiements avec d'autres théories, notamment celles formées dans le sillage des forums sociaux comme le bien-vivre (*buen vivir*) ou la décroissance, les auteurs livrent une analyse des plus pertinentes de la société actuelle.

Mais qu'est-ce que le «convivialisme» auquel ils se réfèrent?

L'espoir des auteurs placé dans une société conviviale avancée provient d'un constat. La collusion entre la démocratie représentative et le capitalisme dans son observance néolibérale crée une «insoutenable démesure» (p. 25), comme l'énonce Patrick Viveret. Politique, elle établit des rapports de pouvoir qui n'ont rien à envier au totalitarisme. Économique, elle produit artificiellement de la rareté au prix d'une surexploitation des ressources naturelles et humaines. La modernité occidentale réside ainsi «dans un double processus de domination [...] et de chosification» (p. 35). Si Viveret rejoint par endroit la théorie de la décroissance, ce dernier estime qu'elle est «une provocation utile pour déconstruire l'ancien monde, mais cela ne suffit pas pour en construire un nouveau» (p. 39).

Serge Latouche complète et précise cette démonstration, donnant un aperçu du nouveau monde souhaité par Viveret. En plus de la démesure, l'économiste estime que le néolibéralisme colonise notre système de valeurs avec une «idéologie du bonheur quantifié» (p. 44). Le meilleur exemple de cette pratique est la course effrénée au produit intérieur brut (PIB). Cependant, cet indicateur présente des failles insidieuses. Latouche rappelle qu'il exclut les transac-